

RESUME DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DE LA TICAD III

Tokyo, le 1^{er} octobre 2003

Commemorant le dixième anniversaire du processus de la TICAD, la troisième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III), l'un des cadres les plus importants dédiés au développement africain, s'est tenue à Tokyo du 29 septembre au 1^{er} octobre 2003. Des délégués de quatre-vingt-neuf pays, y compris cinquante pays africains, quarante-sept organisations africaines et internationales, et des organisations de la société civile, de type ONG y ont participé. Vingt-trois Chefs d'Etat ou de gouvernement africains ainsi que des dirigeants de vingt-deux organisations se sont réunis à cette occasion et ont considérablement contribué aux discussions. La conférence comptait également des représentants de haut rang tels que des participants de niveau ministériel des pays partenaires, dont ceux du G8 et des pays d'Asie. La TICAD III, présidée par son Excellence M. Yoshiro Mori, l'ancien Premier ministre du Japon, a démontré avec succès le soutien unanime de la communauté internationale pour le développement de l'Afrique, notamment le **Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique** (NEPAD), et l'élargissement des partenariats, telle que la coopération Asie-Afrique.

Lors de la séance d'ouverture, Son Excellence M. Junichiro Koizumi, Premier ministre du Japon, a prononcé un discours liminaire dans lequel il a présenté les trois piliers de l'assistance du Japon à l'Afrique, à savoir « développement centré sur l'homme », « la réduction de la pauvreté par la croissance économique » et la « consolidation de la paix », ainsi qu'un nouvel objectif consistant à fournir une aide non remboursable d'un montant de un milliard de \$EU à l'Afrique dont les populations africaines bénéficieraient directement, dans les domaines, notamment de la santé et des soins médicaux, de l'éducation, de l'alimentation en eau et de l'aide alimentaire. Le message du Secrétaire général des Nations Unies a été lu et les co-organisateur de la TICAD ont fait part de leurs remarques d'ouverture. Les intervenants, qui ont souligné l'importance du développement de l'Afrique et se sont félicités de l'engagement du Japon, ont ainsi donné le ton de la conférence. Consciente de la conjoncture actuelle en Afrique, qui souffre toujours d'un ensemble de problèmes politiques, économiques et sociaux, et reconnaissant que la résolution de ces problèmes est essentielle à la paix, à la sécurité et à la prospérité de la communauté internationale toute entière, la TICAD III a permis de mener de précieuses discussions sur les questions liées au développement de l'Afrique au cours du 21^e siècle, y compris le rôle de la TICAD dans la mobilisation du soutien international en faveur du NEPAD.

Au terme de la session d'ouverture, son Excellence M. Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique et Président de l'Union Africaine s'est également adressé aux participants en tant que représentant de l'Union Africaine (UA), le symbole de la nouvelle Afrique. Il a observé que le processus de la TICAD s'était avéré être un excellent cadre pour la promotion du partenariat vers le développement durable de l'Afrique, en proposant la création d'un mécanisme de suivi de la TICAD en liaison avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'ensemble des parties prenantes.

Aperçu général

1. Les dix années du processus de la TICAD

La Conférence a souligné l'importance des contributions apportées durant les dix années de la TICAD pour instituer une philosophie cohérente sur le développement de l'Afrique, sensibiliser la communauté internationale à l'égard du développement de l'Afrique et élargir le soutien international qui a abouti, par exemple, aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et au Plan d'action du G8 pour l'Afrique. La Conférence a examiné les orientations futures du processus de la TICAD, y compris son soutien au NEPAD. La Conférence a reconnu, en particulier, l'importance de la perspective relative à la sécurité humaine pour traiter les questions du développement de l'Afrique, et a exprimé son intention de faire avancer cette philosophie au fil du processus de la TICAD. C'est dans ce contexte

que la Conférence a discuté de « la Déclaration du 10^e anniversaire de la TICAD » avant de l'adopter.

2. *Soutenir le NEPAD*

Les membres du Comité des chefs d'Etat et de gouvernement chargé du pilotage du NEPAD ont informé la Conférence des derniers développements intervenus au sein du NEPAD et sur les cadres de coopération envisageables pour la communauté internationale dans le cadre du processus de la TICAD, en appui aux objectifs, priorités et programmes de cette dernière. Plus spécifiquement, il a été demandé que l'Initiative du Nouveau riz pour l'Afrique (NERICA) en soutien au Programme intégral de développement de l'agriculture africaine soit mise en avant. Tout en insistant sur la nécessité d'améliorer les infrastructures, l'agriculture, les ressources humaines et la coopération Asie-Afrique, les dirigeants ont noté l'importance de mener à terme le Programme de développement de Doha. Les orateurs ont à plusieurs reprises insisté sur l'importance de la prise en main par l'Afrique et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (APRM). De vifs espoirs ont également été exprimés de voir se renforcer les liens entre le NEPAD et la TICAD, et que cette dernière continue à jouer son rôle de plate-forme indispensable dans le cadre de laquelle la **communauté internationale intégrera son soutien au NEPAD**. En outre, les co-organisateur de la TICAD sont désireux de s'engager activement, avec le Secrétariat du NEPAD, dans diverses phases de la mise en œuvre du NEPAD.

3. *La réduction de la pauvreté par la croissance économique*

La sécurité humaine, le concept central de TICAD III, constitue le cadre sous-jacent à la réduction de la pauvreté. Les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont exposé certains aspects de la situation touchant à leur pays respectif et ont abordé le programme de développement pour l'Afrique. Ils ont insisté sur le rôle essentiel de la croissance économique durable pour réduire la pauvreté et se sont montrés résolus à promouvoir les programmes de développement socio-économiques du NEPAD. Un autre élément clé dans l'allègement de la pauvreté est l'éducation. Certains intervenants ont noté que le service de la dette constituait une charge pour la croissance économique durable. Les intervenants ont vivement incité à ce que les efforts soient intensifiés dans des secteurs clés du développement, tel que l'agriculture, les agro-industries et le développement rural, en tenant compte du rôle des femmes. Un appel a été lancé pour élargir l'accès au marché des produits originaires des pays moins développés.

Le programme du développement

1. *La consolidation de la paix*

- Si la Conférence a salué les processus de paix en cours en Afrique, elle a néanmoins fait part de ses préoccupations quant à la prévalence des conflits non résolus et des causes résiduelles de conflit en Afrique.
- Un consensus s'est dégagé sur le fait que les conflits fréquents entravaient l'utilisation efficace des ressources pour le développement économique, et que la prévention et la gestion des conflits étaient indispensables au développement. Les participants se sont accordés à dire que la consolidation de la paix était importante pour éviter une résurgence des conflits et représentait un premier pas vers le développement.
- La Conférence a reconnu les rôles joués par les Nations Unies ainsi que l'UA et d'autres organisations régionales, en sus de la participation active de certains pays, et a instamment prié l'Afrique et la communauté internationale de mener des efforts afin de consolider les capacités institutionnelles des organisations régionales et des pays d'Afrique pour les opérations de maintien de la paix, l'alerte précoce, la prévention, la gestion et la résolution des conflits, et afin d'identifier et de supprimer les causes de conflit.
- La Conférence a convenu de la nécessité d'une approche extensive privilégiant des concepts tels que la revitalisation des communautés et la garantie de la sécurité humaine dans des activités destinées à consolider la paix (par exemple : le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), le soutien aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDP), la réintégration des enfants soldats, le déminage, et la réglementation des armes légères).

2. *Le renforcement des capacités*

➤ La gouvernance

- La Conférence a constaté avec satisfaction les progrès réalisés dans la promotion du NEPAD, qui est mis en œuvre par les pays Africains. La communauté internationale a reconnu le rôle essentiel joué par l'appropriation pour valoriser la gouvernance. La Conférence a également salué le lancement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (APRM), en tant que programme du NEPAD, et noté la nécessité d'un soutien international élargi pour ses processus.
- L'importance de renforcer les institutions et de consolider les capacités des branches administratives et législatives en vue de soutenir l'amélioration de la gouvernance a été reconnue. Une direction efficace, des institutions crédibles et de saines politiques sont autant de supports vitaux pour la consolidation des capacités.
- La nécessité pour les gouvernements africains d'améliorer la transparence et la responsabilisation en renforçant le dispositif de contrôle et d'équilibre a été mise en exergue. En outre, il est crucial de mettre en œuvre des réformes menées par le gouvernement qui permettent de traiter la corruption et l'allocation inappropriée des fonds, et d'améliorer la responsabilisation sont autant d'éléments cruciaux.
- L'importance d'engagements clairs de la part des donateurs et des pays africains afin de réaliser un cadre commun d'orientation politique pour la bonne gouvernance a été réitéré et serait le résultat de la mise en œuvre correcte du processus de l'APRM.
- Les expériences liées au développement de l'Asie ont mis en évidence l'importance du fait que des politiques socio-économiques à long-terme stables et saines pouvaient jouer un rôle significatif dans la consolidation des capacités en Afrique.

➤ Le développement des ressources humaines

- Le développement des ressources humaines est inhérent à la mise en place de l'appropriation par l'Afrique. La Conférence a encouragé tous les pays d'Afrique à promouvoir et à mettre en œuvre les initiatives de « Education pour tous (EPT) », en augmentant l'enveloppe budgétaire allouée à l'éducation primaire universelle, et a incité la communauté internationale à poursuivre son soutien pour valoriser les infrastructures éducatives et la qualité de l'enseignement.
- Un certain nombre de pays d'Asie ont présenté leurs expériences respectives en matière de développement des ressources humaines dans les processus de redressement postérieurs aux guerres. Un nombre similaire de pays d'Asie et d'Afrique du Nord ont indiqué leur désir de fournir des formations dans le cadre des mécanismes de coopération trilatérale impliquant des pays donateurs.
- La nécessité de stratégies efficaces visant à réduire les effets de la « fuite des cerveaux », y compris un recours accru aux capacités de la diaspora africaine, a été notée.
- L'importance du renforcement des institutions éducatives régionales et sous-régionales a été réitérée.

3. Le développement centré sur l'homme

➤ La santé et les maladies infectieuses

- La Conférence a reconnu la gravité de l'épidémie de VIH/SIDA et l'a identifiée comme l'une des menaces les plus graves pesant sur le développement de l'Afrique. En sus du combat contre le SIDA, les graves conséquences de la tuberculose, du paludisme et de la polio doivent être traitées. Selon certains avis émis, si l'engagement de ressources a sensiblement augmenté, elles n'étaient absolument pas proportionnées aux besoins, par exemple le financement accru du **Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme demeure essentiel**.
- Reconnaissant l'importance des soins de santé primaires, du développement d'un système de santé régional et de l'éducation sanitaire pour traiter le dossier des maladies infectieuses, comprenant des mesures préventives et éducatives au niveau des populations, la Conférence a encouragé l'Afrique et la communauté internationale à coopérer pour améliorer l'accès aux services médicaux appropriés, en particulier en milieu rural où résident généralement les populations défavorisées.
- Un pays de l'Amérique du Sud a fait part de son expérience avec un projet pilote destiné à traiter le VIH/SIDA par l'administration de médicaments rétroviraux.

➤ L'eau

- La Conférence a reconnu que la question de l'approvisionnement en eau constitue un point important du programme de développement, englobant certes les problèmes d'ordre sanitaire et environnemental mais aussi les différends associés à l'eau, le problème de la main d'œuvre intensive nécessaire à l'approvisionnement en eau, et l'exploitation durable de l'eau pour les industries, y compris l'agriculture.
- Prenant acte des OMD, du Plan d'exécution du Sommet Mondial sur le Développement Durable, de la Déclaration ministérielle et du Portefeuille des actions pour l'eau émis lors de la Conférence ministérielle du Troisième Forum mondial de l'eau, et le Plan d'action du G8 pour l'eau, les participants ont convenu de mener des efforts soutenus pour résoudre les problèmes associés à l'eau, en particulier l'approvisionnement en eau saine. Les récentes analyses menées suggèrent que les OMD peuvent être réalisés, sous réserve que le consensus atteint lors de forums précédents soit mené.
- La Conférence a reconnu que l'organisation était un facteur important dans la gestion des ressources en eau et l'existence de plans nationaux relatifs à l'eau fourniraient des cadres juridiques à une coopération privilégiant l'appropriation et les responsabilités au niveau des communautés, ainsi que la gestion des ressources dans les principaux bassins fluviaux.

4. Les infrastructures

- Il est largement reconnu que les infrastructures sociales et économiques constituent la base de toutes les activités économiques; elles représentent un facteur essentiel permettant de diriger les efforts de développement de l'Afrique et de la communauté internationale vers les collectivités locales souffrant de la pauvreté. A cet égard, la manière dont le développement économique en Asie a été fondé sur de solides infrastructures en est un exemple vivant. Le NEPAD a été loué pour ses actions en faveur de l'avancement du développement des infrastructures.
- La Conférence a réaffirmé l'importance de ressources financières adéquates et de définir les priorités lors de l'exécution. La Conférence a soutenu le NEPAD et la Banque africaine de développement dans la mise en œuvre du Plan d'action à court terme du NEPAD relatif aux infrastructures et l'élaboration d'un Plan d'action à moyen et long terme.
- Il a été observé que, compte tenu de la modeste taille des économies africaines, il est nécessaire pour la coopération régionale de réaliser une économie africaine unifiée et durable. Un développement plus efficace et efficient des infrastructures, pourrait être poursuivi en privilégiant les projets régionaux et sous-régionaux ayant des effets diversifiés et positifs ainsi que les Partenariats publics et privés (PPP) recherchant des capitaux pour garantir les ressources financières nécessaires.
- Les participants étaient au fait de l'importance des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant qu'outils permettant d'établir des réseaux entre les communautés par-delà les contraintes géographiques et permettent diverses activités de développement telles que le téléenseignement.
- La Conférence a pris note des attentes concernant les travaux de la Commission du NEPAD pour les technologies informatiques en Afrique. Il a été confirmé que la communauté internationale examinerait sérieusement, à l'horizon du Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra à la fin de 2003, la question du fossé numérique en Afrique.

5. Le développement agricole

- L'agriculture formant l'ossature des économies africaines, le développement agricole et rural est la clé de la croissance économique des pays africains.
- Les participants ont convenu de l'importance de l'assistance technique pour accroître la productivité (par exemple, en facilitant le développement et la diffusion du NERICA, qui allie les avantages du riz asiatique et du riz africain) pour accroître l'autonomie alimentaire en Afrique et enrayer le cercle vicieux de la production agricole inadéquate et de la famine. Des efforts similaires à ceux qui ont donné naissance au NERICA devraient également être appliqués à d'autres récoltes, telles que le maïs, le manioc, les millets et les sorghos.

- En vue de maintenir et d'accroître les incitations à développer l'agriculture africaine, la Conférence a en outre reconnu l'importance de mettre en œuvre des mesures de soutien afin d'assurer l'accès au financement, aux terres, aux technologies et aux institutions, de minimiser les fluctuations au sein de la production agricole et de lutter contre la désertification.
- Les participants ont appuyé la mise en œuvre du **Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique** (CAADP), développé par le NEPAD et la FAO; la Conférence a encouragé le soutien continu à long terme par la communauté internationale en vue d'accroître la productivité agricole. La Conférence a vivement appelé à des efforts intensifiés, tant de la part des pays développés que des pays africains, afin d'améliorer l'accès aux marchés des produits agricoles africains dans le monde.
- La persistance de la famine et de la disette est souvent due à des causes d'ordre structurel qui transcendent les questions relevant du climat et des catastrophes naturelles. Il existe un besoin fort de réaliser des investissements à plus long terme dans l'agriculture.

6. *Le développement du secteur privé*

- Compte tenu du fait que la croissance durable en Afrique nécessite une croissance solide du secteur privé au sein des économies intérieures, les participants ont ensemble reconnu qu'une telle croissance exigeait d'abord une prise en main par l'Afrique pour améliorer la gouvernance dans le milieu économique, de manière à rendre les activités commerciales de ce type profitables, y compris les institutions des marchés intérieurs, le secteur financier et le système juridique commercial (par exemple, le droit en matière de contrat).
- En outre, tout en étant d'accord sur l'importance de développer le secteur privé, surtout le secteur productif, la Conférence est convenue que, pour mener à bien un véritable développement africain, il était vital pour l'Afrique de développer par ses propres efforts une base industrielle nationale à l'aide de mesures telles que le transfert d'expériences de l'Asie et le développement des petites et moyennes entreprises. En supposant qu'une telle base industrielle soit en place, les rôles tenus par l'investissement direct étranger (IDE) ont été signalés afin d'assurer la production régulière des produits à forte valeur ajoutée qui soient compétitifs sur les marchés mondiaux, permettant ainsi de récolter les bénéfices du développement de l'économie mondiale dans sa totalité.
- Les secteurs privés requièrent un environnement général favorable qui permette aux firmes privées de fonctionner efficacement ainsi que des institutions et politiques spécifiques qui promeuvent le développement du secteur privé. Au nombre des facteurs les plus importants figurent la stabilité macroéconomique, un système financier efficace, des marchés compétitifs, la stabilité sociale et économique, un cadre juridique et un cadre d'orientation politique. L'un des problèmes clés du développement du secteur privé en Afrique tient au manque d'informations, notamment celles relevant des conditions et opportunités de l'investissement.
- Accueillant avec satisfaction le rapport de la Banque mondiale sur le commerce entre l'Afrique et l'Asie, la Conférence a été encouragée par l'augmentation régulière du commerce, dont les produits primaires, et de l'investissement entre les deux continents. Les participants se sont en général déclarés satisfaits des différentes initiatives du processus de la TICAD visant à établir des réseaux entre les deux régions (par exemple, les Forums d'affaires Afrique-Asie).

7. *L'élargissement des partenariats*

- La Conférence a reconnu l'efficacité de la coopération Sud-Sud, en particulier la coopération Asie-Afrique, concernant le partage des enseignements dégagés des savoir-faire et expériences qui ont permis à certains pays d'Asie de réaliser de remarquables progrès économiques. Il s'agit d'un point pertinent compte tenu du faible niveau de développement initial de ces pays asiatiques par rapport au taux de croissance élevé atteint. Les technologies adaptées et peu onéreuses disponibles dans ces pays, qui pourraient être transférées aux pays d'Afrique, méritent d'être dûment prises en considération. A cet égard, il existe d'excellentes possibilités de mettre sur pied des réseaux coopératifs dans l'agriculture, le renforcement des capacités, le transfert technologique, le commerce et l'investissement, entre des pays africains et asiatiques. En ligne avec la volonté de contribuer démontrée par des pays d'Asie, le processus de la TICAD permettra de promouvoir plus avant la coopération Asie-Afrique ou

trilatérale sur une base régulière.

- La Conférence a reconnu le potentiel représenté par le fait de mettre les travaux de la TICAD en synergie avec l'Initiative pour le développement en Asie de l'Est (IDEA) qui a commencé en 2002 afin d'apporter des contributions intellectuelles au développement mondial en partageant les expériences de l'Asie de l'Est.
- La conférence a salué les nouvelles dimensions prises par la coopération Asie-Afrique dans le cadre de l'initiative consistant à organiser le Sommet Asie-Afrique à Bandung en 2005, qui permettra de forger un nouveau partenariat stratégique entre l'Asie et l'Afrique. Le Sommet marquera en outre le cinquantième anniversaire de la Conférence Asie-Afrique de 1955. La Conférence a confirmé que la TICAD devrait œuvrer aux fins d'établir une coopération mutuellement avantageuse avec le processus de la Conférence de Bandung.
- En vue de faciliter l'appropriation par l'Afrique, les participants ont approuvé l'efficacité de la coopération et de la mise en commun d'expériences dans des cadres de type coopération trilatérale entre pays africains et pays développés, par le biais d'autres régions en développement ou d'autres pays africains, ainsi que la coopération inter-Afrique centrée sur les organisations régionales. La Conférence a accordé de l'importance à la coopération internationale dans le domaine du renforcement des capacités pour soutenir l'intégration par le biais d'organisations régionales.

8. Dialogue avec la société civile

- Une société civile diversifiée est cruciale au fonctionnement d'une démocratie, tel a été le consensus général. L'engagement doit impliquer l'ensemble des parties prenantes. Il a été noté que l'APRM opère également comme une initiative importante permettant d'assurer les activités de la société civile.
- A ce titre, la Conférence a accueilli avec satisfaction la participation active de la société civile en tant que partenaire important du développement africain. Les organisations de la société civile ont effectué une contribution importante durant la TICAD à travers des expositions ouvertes, des conférences et des présentations de leurs activités. Elles ont contribué des apports importants à la préparation et à la planification de TICAD III.
- La Conférence a reconnu les relations complémentaires entre les efforts menés par l'Etat et les organes publics, et ceux de la société civile et du secteur privé. En particulier, le rôle des organisations de la société civile, tant internationales que nationales, devrait être compris et renforcé comme facilitant le développement communautaire. Un exemple de cette activité significative a vu le jour dans une ONG japonaise qui promeut le NERICA au sein des programmes de développement agricole en Afrique.

Remarques de conclusion Le processus de la TICAD : Aller de l'avant

La TICAD III a réaffirmé la signification des dix années du processus de la TICAD, dans le cadre duquel des initiatives visant à faire progresser le développement de l'Afrique ont régulièrement généré des résultats concrets. La Conférence a apprécié les contributions des co-organisateur de la TICAD, dont le Japon, l'ONU, la Coalition mondiale pour l'Afrique (CMA) et la Banque mondiale, qui n'ont cessé de mener le soutien international pour le développement de l'Afrique dans le cadre du processus de la TICAD. La Conférence s'est également félicitée des divers efforts entrepris aussi bien par l'Afrique que par la communauté internationale et les a instamment prié de promouvoir ensemble une coopération accrue basée sur les principes fondamentaux de l'appropriation et du partenariat.

Dans l'intervalle, les participants ont réaffirmé les conditions définissant la situation de l'Afrique au sein des relations internationales économiques actuelles, et ont identifié les défis de taille dans les domaines prioritaires du développement africain. La Conférence a reconnu que la raison d'être continue du processus de la TICAD consiste à identifier correctement l'ordre du jour des priorités, à mobiliser le soutien international pour l'Afrique, notamment pour soutenir la mise en œuvre des stratégies et programmes du NEPAD, à élargir les partenariats au sein de la communauté internationale afin de surmonter ces difficultés et à promouvoir un brillant avenir pour l'Afrique. La Conférence a reconnu l'importance de poursuivre le processus de la TICAD, alors que les co-organisateur de la

TICAD, dont le Japon, l'ONU, la CMA et la Banque mondiale, se sont engagés à continuer le processus de la TICAD d'une manière plus institutionnalisée en donnant régulièrement suite aux résultats de la Conférence, cela en réponse aux voix de plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement africains qui se sont élevées. Les participants espèrent que le processus de la TICAD, grâce aux efforts de l'Afrique et de la communauté internationale toute entière, jouera un rôle déterminant pour garantir que l'appropriation et le partenariat, des concepts qui ont progressivement pris racine dans la communauté internationale, évoluent sous forme d'une solidarité entre l'Afrique et ses partenaires au développement.

Des remarques de conclusion ont été prononcées par le Président du Gabon, suivies d'un message du Président de la Banque mondiale, en tant que co-organisateur de la TICAD III. A plusieurs reprises au cours de la Conférence, les participants et délégués ont exprimé leur appréciation pour le soutien continu du Japon à une vision d'un avenir meilleur en Afrique, et pour l'hospitalité chaleureuse démontrée par le peuple et le gouvernement du Japon.